



SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Avril/Mai 2013

L'Essentiel

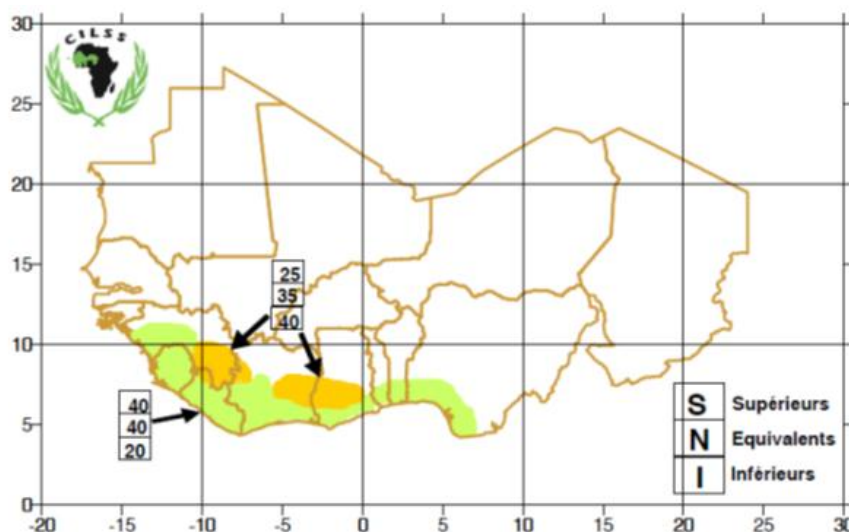
- ▽ Le nord du Mali toujours en proie à la crise alimentaire
- ▽ Afflux de réfugiés au Tchad suite aux troubles politiques en République centrafricaine et des affrontements au Soudan
- ▽ Forte hausse des prix des céréales au Niger et au Nigéria suite aux inondations de 2012 et aux troubles sociaux au nord du Nigeria

Campagne agropastorale 2012-2013 et préparation de la campagne 2013-2014

La campagne 2012-2013 en cours est marquée par la fin des activités de contre saison suite à la baisse des réserves en eau, la remontée de la température et le démarrage des travaux de préparation des champs pour la campagne d'hivernage 2013-2014. Dans le cadre de la préparation de cette campagne, le Centre Régional AgrhyMET a organisé du 18 au 23 mars à Niamey un atelier régional sur les applications de la prévision saisonnière au secteur de l'agriculture dans les pays humides de l'Afrique de l'Ouest. Les résultats de l'atelier montrent pour la période de mars-avril-mai 2013 qu'un

cumul pluviométrique légèrement excédentaire à normal est attendu sur les zones côtières (Guinée, Libéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigéria) et le plateau central du Fouta en Guinée (figure 1). En revanche, dans les zones sud-est de la Guinée, le centre-est de la Côte d'Ivoire et le centre-ouest du Ghana, des tendances de cumul de pluies déficitaires à normales sont attendues. Ces conclusions seront mises à jour et complétées par les analyses pour la zone du Sahel en juin 2013.

Figure 1 : Prévisions des cumuls pluviométriques de mars-avril-mai 2013 des zones humides de l'Afrique de l'Ouest (en %)



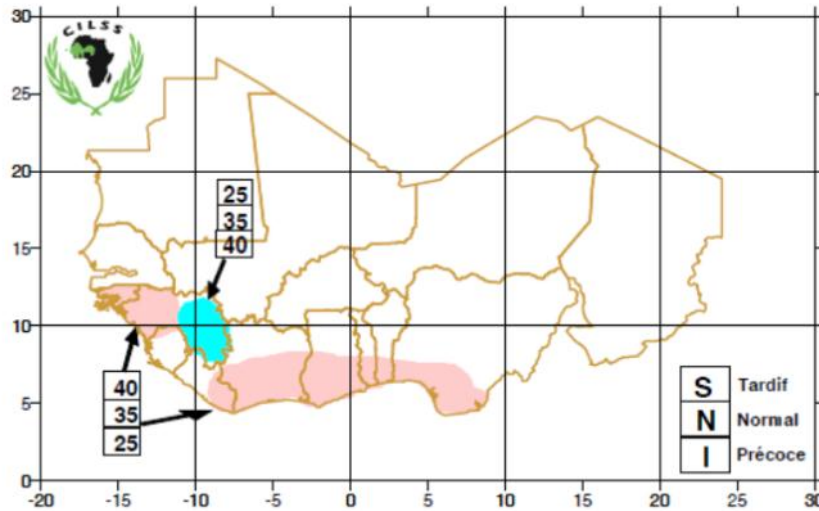
Lecture de la carte:

Les chiffres dans les petits rectangles du dessus, du milieu et du bas indiquent les probabilités pour que les cumuls soient respectivement supérieurs, équivalents ou inférieurs à

Source : CILSS/AGRHYMET

Pour un grand nombre de stations, la probabilité d'une installation Togo, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, sur la partie ouest de la Guinée et tardive à normale de la saison culturale est relativement élevée, notamment au sud-ouest du Nigéria, dans les zones au sud du Bénin, du Libéria. En revanche, sur la moitié est de la Guinée, la probabilité d'une installation précoce est plus grande (figure 2).

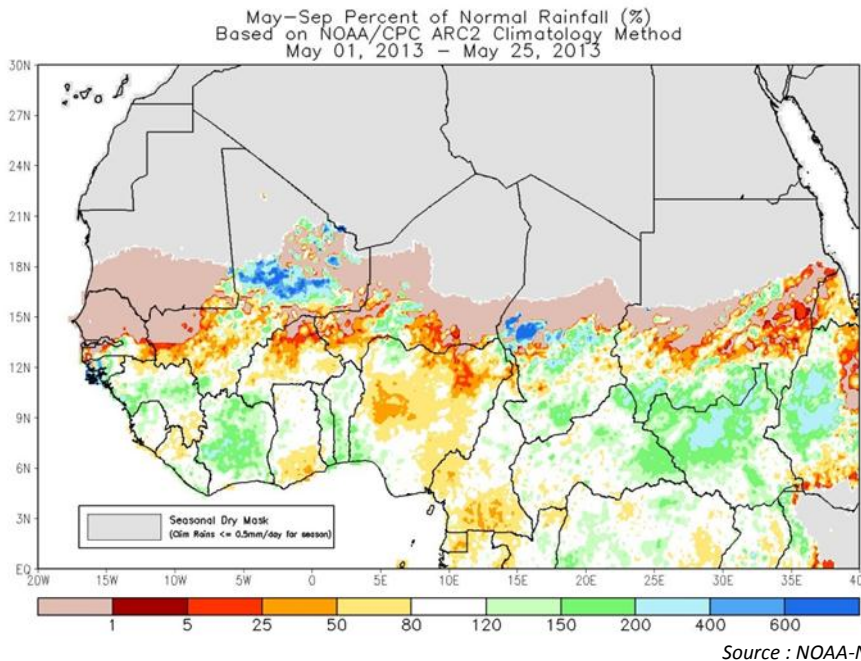
Figure 2 : Probabilité de démarrage précoce, normal ou tardif de la grande saison agricole 2013 sur les zones humides d'Afrique de l'Ouest (en %)



Source : CILSS/AGRHYMET

Depuis le mois de mars, dans les pays côtiers du Golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria et Togo), les quantités de pluies reçues ont été inégales par rapport à la moyenne. Au mois de mai, les volumes de précipitation étaient compris entre 70% et 180% de la normale (figure 3). Des excédents pluviométriques ont été enregistrés en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin. Dans ces zones, les cultures devraient bénéficier de bonnes conditions de croissance. Des déficits pluviométriques ont été observés notamment au sud-est du Sénégal, au sud-ouest du Mali, au nord du Libéria, au centre et l'ouest du Burkina Faso, au sud du Ghana et au nord du Nigéria.

Figure 3 : Pourcentage des pluies reçues durant le mois de mai par rapport à la pluviométrie normale en Afrique de l'Ouest



Lecture de la carte:

La carte compare les pluies reçues pendant le mois de mai dans la région par rapport à la moyenne des précipitations des 30 dernières années exprimé en pourcentage. On peut considérer le déficit de pluie par rapport à la normale si en dessous de 100% (couleurs jaune-rouge) et à l'inverse pour l'excédant (couleurs vert-bleu).

Les conditions d'élevage se dégradent de plus en plus avec la rareté des pâturages et la baisse drastique du niveau des points d'eau, ce qui rend difficile l'abreuvement du bétail. Cette situation provoque la poursuite du mouvement des animaux vers les zones relativement fournies (Afrique Verte).

En Gambie, depuis août 2012, la propagation de la péripneumonie contagieuse bovine a exposé la moitié du cheptel national qui est estimé à 400 000 têtes de bovin. Alors que 4 000 têtes de bovins sont déjà mortes, une campagne de vaccination, débutée au mois de février, avait couvert 40% du cheptel bovin au mois de mars. Aucun traitement n'a été effectué durant le mois d'avril.

Situation acridienne au 6 mai 2013 et prévision au 15 juin 2013

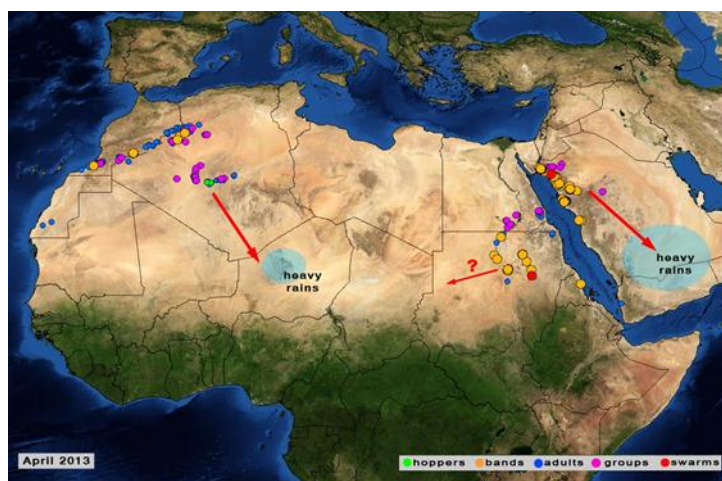
La situation relative au criquet pèlerin est restée généralement calme dans la région (peu d'effectifs présents dans la région). Quelques petits essaims se sont formés dans le Sahara Occidental où la reproduction est quasiment terminée.

Avec le dessèchement de la végétation, un nombre croissant de groupes d'ailés et peut être quelques petits essaims pourront se former en juin et se déplacer vers le nord du Sahel, en particulier vers les

montagnes de l'Aïr, dans le nord du Niger, où de bonnes pluies sont tombées fin avril.

Ailleurs, des ailés en effectifs faibles à modérés pourront commencer à apparaître d'ici la fin de la période de prévision dans les aires de reproduction estivale de Mauritanie, du Mali et du Tchad, surtout en cas de pluie précoce.

Figure 4 : Situation acridienne en Mai 2013



Source : FAO

Situation des déplacements de populations dans la région

Tchad : La crise centrafricaine a entraîné un déplacement de populations vers la frontière tchadienne : au mois d'avril, 6 728 réfugiés centrafricains ont été enregistrés par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR). Des réfugiés soudanais fuyant les combats entre deux tribus arabes rivales dans la zone d'Um Dhukum dans le Darfour Central, sont également arrivés au Tchad dans la zone de Tissi dans la région de Silla à l'est du pays. Au mois d'avril, 27 468 réfugiés soudanais ont été enregistrés au niveau de Tissi par le HCR (OCHA) auxquels il faut ajouter plus de 20 000 rapatriés tchadiens. Ces nouveaux mouvements laissent craindre un afflux continu des réfugiés souda-

nais et retournés tchadiens vers le Tchad dans les environs de Tissi dans les mois prochains. La situation sécuritaire au Nigéria et son impact possible sur les mouvements de nigériens vers le Tchad doivent également être suivis.

Mali : Au mois de mai, le HCR a rapporté un total de 174 126 maliens réfugiés en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso. Le nombre de déplacés internes continue à être élevé, estimé à 300 783 personnes, bien que plus de 14 400 personnes soient retournées dans leurs localités habituelles de résidence, en particulier les régions de Tombouctou et Gao.

Tendance sur les marchés internationaux

L'Indice FAO des prix des aliments (figure 5) s'est établi en moyenne à 215,5 points en avril 2013, soit une avancée de 2 points (1%) par rapport à la valeur révisée de mars (213,2 points) et à celle d'avril 2012. L'indice actuel n'est donc inférieur que de 9% au sommet atteint en février 2011. Tout comme l'évolution des prix observée en mars, la progression du mois d'avril est presque exclusivement due à une forte hausse des cours des produits laitiers, dans la mesure où les prix de la viande n'ont que légèrement augmenté et que les cours des autres denrées alimentaires ont fléchi. La flambée des prix des produits laitiers observée ces derniers mois tient principalement à une chute brutale de la production de lait en Nouvelle-Zélande.

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 234,6 points en avril, en baisse de 4,1% par rapport au mois de mars, mais supérieur de près de 4,9% au niveau enregistré en 2012 pendant la même période.

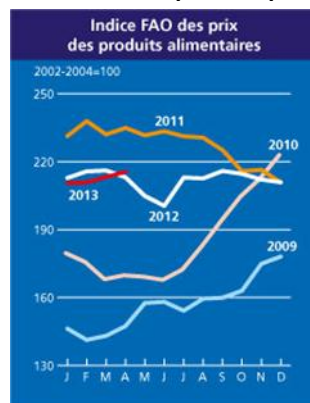
Le recul observé en avril est dû principalement à un affaiblissement des prix du maïs induit par des prévisions tablant sur des stocks de fermeture plus élevés et par des perspectives de récolte favorables en 2013. Les prix du blé ont peu évolué, la pression à la baisse découlant du renforcement attendu des stocks ayant été compensée par une pression haussière liée aux préoccupations suscitées par des conditions de croissance défavorables et des retards dans les semis des cultures de printemps aux États-Unis. Les prix du riz ont légèrement fléchi par suite de la chute des cours du riz Indica, mais ceux de la sous-espèce Japonica et en particulier du riz parfumé se sont redressés.

Tendance sur les marchés internationaux (suite)

En avril, la tendance baissière des **cours mondiaux** du riz se poursuivait dans un marché plutôt stable. Les récoltes asiatiques s'annoncent en hausse, tandis que dans l'hémisphère Ouest, la production serait en baisse en raison d'un recul des surfaces ensemencées.

Aussi, les excédents d'exportation asiatiques doivent rester abondants, orientant les prix externes à la baisse, tandis que des disponibilités plus faibles aux Etats-Unis et dans le Mercosur contribueront à renforcer les prix à l'exportation. Globalement, les marchés mondiaux devraient se maintenir stables en 2013, mais avec une tendance baissière des cours asiatiques, due aux larges disponibilités exportables et à la relative stabilité de la demande mondiale. (Osiriz avril 2013 – n°110).

Figure 5 : Indice FAO des prix des produits alimentaires

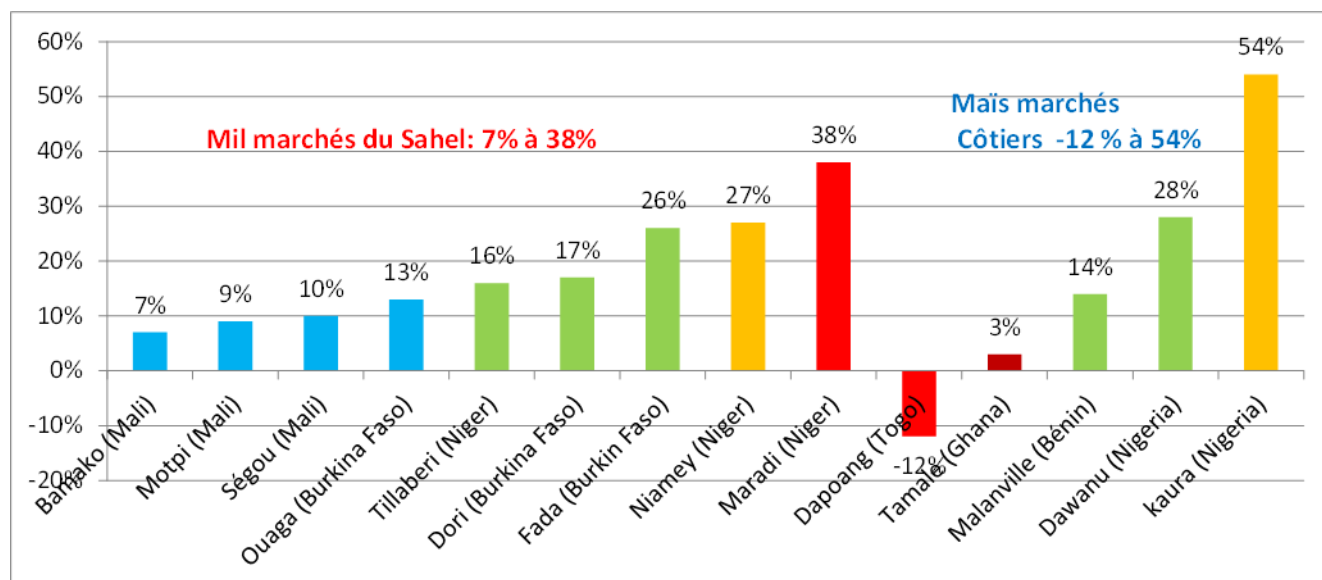


Source: FAO

Tendance sur les marchés en Afrique de l'Ouest

Début mai 2013, la situation générale des prix des céréales sèches l'Ouest comparée à avril 2013 : hausse légère au Mali, baisse au connaît une évolution contrastée sur certains marchés de l'Afrique de Burkina Faso et stabilité au Niger.

Figure 6 : Comparaison des prix du mil (mai 2013) et du maïs (avril 2013) par rapport à la moyenne quinquennale respectivement sur certains marchés du Sahel et des pays côtiers.



Source: données FAO/GIEWS, Afrique Verte et FEWS NET

Toutefois, le niveau des prix des céréales sèches reste toujours supérieur à la moyenne quinquennale sur presque tous les marchés du Burkina Faso, Mali, Niger. La figure 6 montre le niveau élevé des prix du mil et du maïs comparés à la moyenne quinquennale sur les marchés du Sahel et des pays côtiers.

Au Burkina Faso, comparés à avril 2013, les marchés sont bien approvisionnés en céréales sèches avec une demande encore faible et une baisse des prix sur la majorité des marchés (Source : ONG Afrique Verte). Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches restent en hausse sur les marchés : mil (4% à 26%) ; sorgho (6% à 19%) ; maïs (3% à 20%).

Au Mali, selon l'ONG Afrique Verte, la tendance à la hausse des prix en mai 2013 comparés au niveau des prix de mai 2012 est due à de nouvelles demandes institutionnelles de la part de l'OPAM et des structures caritatives. Comparés à la moyenne quinquennale, au mois d'avril 2013 les prix des céréales sèches sont en hausse sur les marchés : mil (5% à 30%) ; sorgho (10% à 22%) ; maïs (5% à 15%). Dans

le cercle de Mopti, bien que les marchés soient bien approvisionnés en mil, sorgho et riz local gambiako, la demande demeure très faible. Les prix des céréales sont toujours à des niveaux élevés comparés à la moyenne quinquennale. Les termes de l'échange sont favorables aux éleveurs et agro éleveurs comparés à leur niveau en 2012 (source : enquêtes marchés, mai 2013).

Selon le bulletin du SAP, les termes de l'échange chèvre/mil sont, par rapport au mois de février, fluctuants suivant les marchés. Le rapport entre le prix d'une chèvre et celui du mil a baissé de 22% à Kayes, de 23% à Ségou et de 26% à Mopti entre février et mars. Une légère hausse de 9% a été notée à Tombouctou durant la même période. Même si la situation s'est détériorée entre février et mars, par rapport à la moyenne quinquennale les termes de l'échange restent très favorables aux éleveurs. En effet, des augmentations de 44% à Ségou, de 25% à Mopti, de 41% à Sikasso et de 29% à Kidal ont été observées.

Tendance sur les marchés en Afrique de l'Ouest (suite)

Au Niger, selon l'ONG Afrique Verte, malgré la tendance à la stabilité des prix comparés à avril 2013 des hausses significatives ont été enregistrées pour le maïs (+5% à Dosso et +4% à Zinder); pour le sorgho (+4% à Agadez et +2% à Dosso) et pour le mil (+4% à Agadez). Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse sur tous les marchés : mil (+16% à +38%) ; sorgho (+18% à +40%) ; maïs (+2% à +29%).

Début avril, les termes de l'échange bouc/mil se sont améliorés contrairement aux termes de l'échange oignon/mil qui se sont

légèrement détériorés par rapport à mars 2013. A titre illustratif, sur le marché d'Abalak/Tahoua dans la zone pastorale, l'analyse du terme de l'échange en avril 2013 indique qu'un bouc vendu permet à un éleveur d'acheter 93 Kg de mil contre 63 Kg le mois passé (Albichir N° 42). Comparés à la moyenne des cinq dernières années et à la même période de 2010 (année de crise alimentaire et pastorale), les termes de l'échange bouc/mil au mois d'avril 2013 sont également à un niveau plus élevé (Albichir N° 42).

Situation des prix au Niger

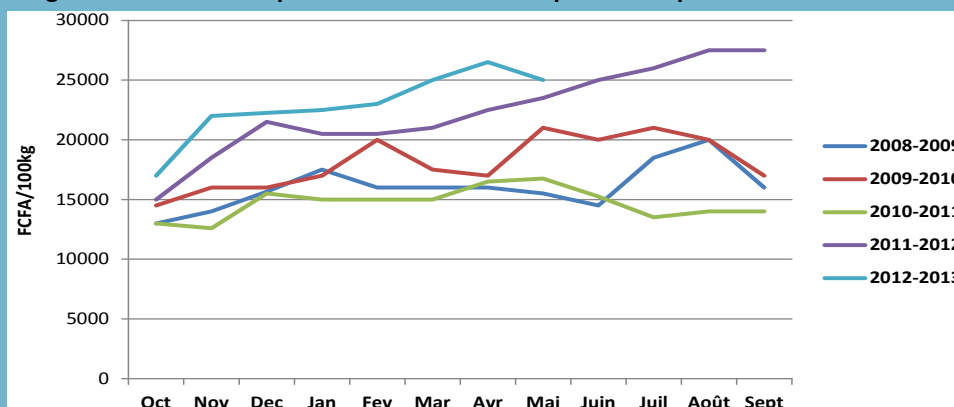
Les prix observés actuellement au Niger sont nettement au-dessus de la moyenne quinquennale et dépassent même les prix observés lors de la crise de l'année dernière. Il est fortement probable que les prix vont continuer à augmenter tout au long de la période de soudure (avec un pic en juillet - août).

Une combinaison de facteurs expliquerait le phénomène. **L'insécurité actuelle qui prévaut au Nigéria**, moteur économique de l'Afrique de l'Ouest, perturbe et ralentit le commerce avec le Sahel. En effet, les disponibilités alimentaires, en période de soudure au Niger et dans l'Ouest du Tchad, reposent sur les flux alimentaires venant du Nigéria. En particulier les ménages pastoraux de ces deux pays qui dépendent du marché nigérian ont vu baisser leurs revenus issus de la vente du bétail.

Par ailleurs, **les inondations qui ont touché le Nigéria en 2012** et qui ont affecté la production de mil, contribuent également à exacerber cette hausse des prix.

Pour l'instant il n'existe **aucune perspective de baisse des prix avant les récoltes de 2013**. A court terme, seule la situation sécuritaire au Nigéria et la progression de la saison des pluies de 2013 pourraient influencer les prix des céréales. Actuellement la situation reste inquiétante à Maradi, le plus grand marché de mil qui dessert presque tout le Niger et une bonne partie du nord du Nigéria. La figure 7 montre que les prix du mil restent à un niveau élevé depuis octobre 2012 comparé à la même période au cours des quatre dernières années.

Figure 7: Tendance du prix du mil à Maradi comparée aux quatre dernières années.



Source: données FAO/GIEWS, Afrique Verte et FEWS NET

Au Tchad, de la période des récoltes jusqu'au mois de mars, voire avril pour certains marchés sahéliens, les prix sont restés relativement stables avec une tendance légèrement à la baisse. Par contre, dans la partie soudanaïenne du pays, les inondations et les mesures locales d'interdiction de sortie des céréales ont impacté l'offre et entraîné à la hausse les prix de certaines spéculations. En mars et avril, les prix se sont inscrits dans une tendance haussière saisonnière normale tout en restant localisée (Sahel ouest : Mao, Moussoro, Ati). Après la baisse en janvier 2013, les prix des petits ruminants ont connu une légère hausse en mars et avril, en particulier sur les marchés de la bande sahélienne ouest (Mao, Mongo) et à N'Djamena. Cette situation a entraîné une détérioration des termes de l'échange sur la plupart des marchés comparés à l'année dernière en dehors de Mao et Mongo qui enregistrent une légère amélioration sous l'effet conjugué d'une hausse de prix du mouton et d'une baisse des prix des céréales entre avril 2012 et avril 2013.

Au Sénégal, au cours du mois d'avril 2013, le niveau d'approvisionnement des marchés agricoles en céréales sèches a légèrement baissé. Cette situation s'explique par une baisse des offres paysannes (SIM/CSA). Les prix moyens mensuels des céréales ont tous connu de légères hausses mensuelles par rapport à leurs valeurs mensuelles du mois précédent (mars 2013), mais restent supérieurs aux moyennes des cinq dernières années (SIM/CSA).

En Gambie, la production agricole de cette année favorise une bonne disponibilité céréalière sur les marchés. Chez les producteurs d'arachide, les termes de l'échange restent très favorables du fait de la hausse de la demande et de la compétition. Cependant le manque de semences reste un défi majeur. Le taux d'inflation des prix alimentaires annuel (de 6% en décembre 2012) reste au-dessus de l'inflation des prix à la consommation (5%).

Impact sur la sécurité alimentaire

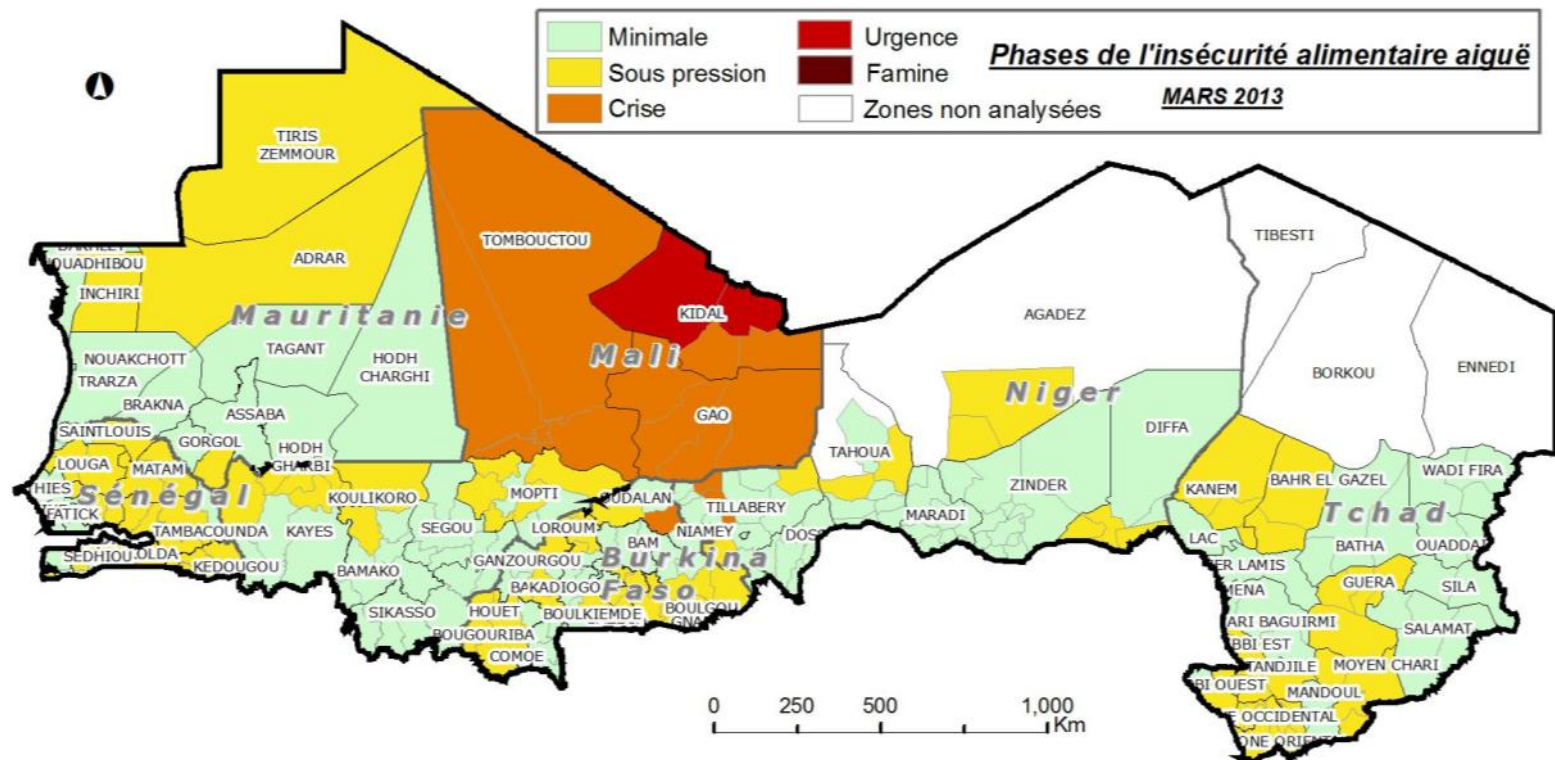
Au Sahel, le communiqué de la réunion du RPCA (Réseau de prévention des crises alimentaires, 8-9 avril 2013 à Paris) confirme que l'accès à l'alimentation des ménages les plus vulnérables, déjà fragile, risque de s'aggraver avec la période de soudure étant donné le niveau élevé des prix.

La malnutrition au Sahel et en Afrique de l'Ouest reste une question préoccupante en raison des taux de malnutrition chronique supérieurs à 40% dans certaines zones et des taux de malnutrition aiguë globale qui dépassent régulièrement le seuil critique de 15% dans certaines régions du Niger, du Tchad, du Sénégal, de la Mauritanie, de la Guinée et du Nigéria.

L'analyse de la vulnérabilité utilisant l'approche consensuelle du Cadre harmonisé dans six pays sahéliers (Burkina Faso, Mali,

Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) montre que la région de Kidal est en phase d'urgence en raison de la persistance des conflits qui entravent les activités socio-économiques et les échanges commerciaux. Les régions du nord du Mali (Gao et Tombouctou), la province de Seno au Burkina Faso et les départements de Tillabéry et Téra au Niger sont en phase de crise en raison d'une consommation alimentaire faible, de taux élevés de malnutrition et de l'érosion des moyens d'existence des populations locales. Pour l'ensemble de ces zones, des actions humanitaires d'urgence sont requises. Dans les autres zones de ces pays, des régions sont en phase « sous pression » et « minimale » et leur population nécessite un appui visant à protéger et renforcer leurs moyens d'existence et favoriser leur accès à l'alimentation.

Figure 8 : Insécurité alimentaire au Sahel selon l'approche du Cadre harmonisé



Source : CILSS/AGRHYMET

Les membres du RPCA soulignent la gravité de la situation humanitaire et les perspectives alarmantes dans le septentrion malien et ses pays limitrophes qui subissent les contrecoups de la crise. La mobilisation des ressources pour la relance économique au Mali ne devrait pas entraver les actions humanitaires urgentes. Par ailleurs, dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle reste nécessaire, notamment dans la bande frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria ainsi qu'au nord et au centre Nigéria où les moyens d'existence doivent être renforcés.

En Gambie, après la crise agropastorale de 2011/12, des poches d'insécurité alimentaire persistent en 2013. En effet, 40 000 personnes, affectées par la sécheresse de 2011 et les inondations de 2012 en zone rurale et urbaine, auraient besoin d'une assistance humanitaire d'urgence en 2013 (source : Da Nyeeno No. 5). De plus, l'augmentation de la TVA et la décision du gouvernement de stopper les subventions sur les produits pétroliers ont comme conséquence la hausse des prix. Dans un contexte de situation alimentaire déjà précaire, la situation devient inquiétante. Il est à noter que la Gambie a subi deux chocs majeurs : la sécheresse de 2011 et la baisse des récoltes y résultant, et les inondations de 2012.

Impact sur la sécurité alimentaire (suite)

Au Tchad, les résultats préliminaires d'une évaluation de la sécurité alimentaire des ménages ruraux dans les bandes sahélienne et soudanienne réalisée en mars 2013 ont mis en évidence une insécurité alimentaire toujours élevée et des zones à risques dans la bande sahélienne ainsi que l'existence de poches d'insécurité alimentaire dans la zone soudanienne touchée par des inondations. 13 % des ménages sont en insécurité alimentaire sévère (soit environ 1 197 000 personnes), et 9 % sont en insécurité alimentaire modérée. Au total 2,1 million de personnes sont en insécurité alimentaire, soit une baisse de 1,5 million par rapport à l'année dernière.

Dans la bande sahélienne Ouest, les données font état d'une amélioration de la sécurité alimentaire globale qui passe de 58% en mars 2011 à 37% en mars 2013. Ces résultats masquent des particularités régionales avec des taux d'insécurité alimentaire dépassant 40% dans certaines localités [Bahr-El-Ghazal (50%), Batha (54%), Kanem (40%), Sila (40%), Guéra (31%), Wadi-Fira (40%)]. Ainsi, la situation reste préoccupante malgré une baisse du nombre de ménages affectés par l'insécurité alimentaire.

Selon le bulletin de veille de Première Urgence—Aide Médicale Internationale (PU-AMI) portant sur le suivi des vulnérabilités dans les cantons de Kado et de Barde dans la région Ouaddai au Tchad, la situation alimentaire dans la zone est fragile. D'après une étude réalisée en fin avril auprès de 190 ménages, 33% des ménages étaient en situation alimentaire grave et 11% des ménages ont développé des stratégies d'adaptation très destructurantes. 40% des ménages n'ont pas de stocks alimentaires de céréales jugés suffisants pour le mois à venir. La disponibilité en fourrage pour les animaux et en fruits de cueillette est en constante diminution.

Au Mali, suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans les régions du Nord, les échanges avec le Sud et le Niger reprennent progressivement. Cependant, certaines inquiétudes demeurent quant à la reprise des activités économiques dans ces zones en l'absence des institutions financières capables d'assurer les transferts sécurisés de fonds. La situation de sécurité alimentaire des déplacés installés dans les régions du sud du Mali reste relativement stable grâce à la poursuite des aides humanitaires. La situation dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal reste préoccupante à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, de la persistance de l'insécurité dans certaines zones et la perturbation des activités économiques et

du circuit habituel d'approvisionnement en produits de première nécessité.

En Mauritanie, une mission d'évaluation conjointe UNHCR/PAM conduite en mai dans le camp de M'béra (sud-est du pays) montrent que les populations réfugiées ont un accès limité à des sources de revenu et sont de ce fait totalement dépendantes de l'aide extérieure. La grande majorité de ces personnes resteront en Mauritanie pour une durée indéterminée compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut au nord du Mali. L'évaluation a constaté d'importantes améliorations dans les systèmes de distribution de vivres (passage du grouping au scooping) et dans les programmes de prise en charge de la malnutrition. Comme conséquence, les pourcentages de ménages avec une consommation alimentaire pauvre est passée de 13 % à 6 % entre mars et mai 2013.

Du fait des bénéfices indirects de la présence des réfugiés (disponibilité des vivres à prix relativement bas sur les marchés), les populations hôtes enregistrent des taux d'insécurité alimentaire plus faibles que par le passé (moins de 15 %). Néanmoins, la forte présence du bétail des réfugiés entraîne une pression excessive sur les points d'eau et les pâturages. Par ailleurs, la recherche de bois de chauffe par les réfugiés entraîne une détérioration de l'environnement et des relations avec les populations hôtes. La mission recommande que des mesures urgentes soient prises dans ces différents domaines pour réduire l'impact négatif de la présence des réfugiés maliens.

Dans le reste du pays, globalement entre mai et septembre, les ménages connaîtront une situation alimentaire plus difficile que la normale. En effet, les ménages ruraux connaissent une période de soudure anticipée du fait des effets de la crise de 2012 (vente de céréales pour payer les dettes; pertes de bétail et faibles naissances en 2012 entraînant une baisse de l'offre). Ceci entraîne une baisse du pouvoir d'achat des ménages ruraux donc une réduction de l'accès aux produits alimentaires. De plus, la situation alimentaire en milieu urbain pourrait également se détériorer compte tenu de la hausse récente des produits alimentaires provoquée par l'introduction par l'Etat d'une taxe/assurance à l'importation. Même si tout le pays est affecté, la situation est plus préoccupante dans le nord, la zone de cultures pluviales et l'ouest de la zone agropastorale.



Camp Mbéra Mai 2013

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel y compris au Mali et dans les pays voisins affectés par la crise malienne

Les preneurs de décision humanitaires et de développement sont informés à temps pour prendre les bonnes décisions

Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Niger, Burkina Faso, Mali, Niger, Nigeria et Tchad

Suivi de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres

Soutenir le plaidoyer en faveur d'une réponse adéquate aux Appels Consolidés (CAP) lancés pour 2013 y compris au Mali

Les besoins humanitaires issus de la crise du Sahel de 2012 et rapportés dans les CAP sont couverts

Conclusions

Outre les populations vulnérables restant en insécurité alimentaire suite à la crise alimentaire de 2012 et à l'érosion de leurs moyens d'existence, deux zones du Sahel sont sources de vives inquiétudes:

- ▽ la nord du Mali où la crise alimentaire en cours nécessite une réponse humanitaire d'urgence ;
- ▽ le nord du Nigéria où des mauvaises récoltes de 2012 et l'insécurité qui y prévaut provoquent une hausse des prix des céréales dont l'impact doit être suivi de près, dans cette zone et dans les pays voisins (nord du Bénin, sud du Niger, est du Burkina Faso, ouest du Tchad et nord du Cameroun).



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Anne-Claire Mouilliez
Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.Charpentier@wfp.org

M. Malick Ndiaye
Malick.Ndiaye@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Papa Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org



A vos agendas !

- > 27– 31 mai : PRESAO 16 à Abuja, Nigéria
- > 17 –19 juin : Réunion PREGEC, Cotonou, Bénin
- > 20 – 21 juin : Comité technique du Cadre harmonisé, Cotonou, Bénin